

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

8 MARS 1994

PROPOSITION DE LOI

**effaçant les condamnations encourues
pour certains délits en matière de
sûreté extérieure
de l'Etat**

(Déposée par M. Anciaux)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Faisant sien le voeu exprimé par le Roi Baudouin, le Roi Albert II concluait son discours de nouvel an, prononcé le 1^{er} février 1994 devant les corps constitués du pays, par les mots : « Dans le cadre de la pacification entre les communautés, il convient d'étudier les mesures qui peuvent contribuer à la réconciliation entre tous les concitoyens ».

Ce message royal a fait l'objet de plusieurs interpellations développées le 10 février 1994 à la Chambre des représentants. Les positions de la plupart des partis semblaient se rejoindre. Les esprits n'avaient en tout cas jamais été aussi ouverts à une véritable discussion. Ce fut un débat encourageant.

La présente proposition de loi s'inscrit dans cette logique d'ouverture et de respect des convictions de chacun.

Son auteur n'a pas été un témoin ni un acteur privilégié de cette période tragique de guerre et de répression, et n'en a pas non plus été la victime. Encore jeune garçon à l'époque, ses parents étaient des Flamands paisibles, attachés au peuple, au pays

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

8 MAART 1994

WETSVOORSTEL

**tot uitwissing van veroordelingen
voor bepaalde misdrijven tegen
de uitwendige veiligheid van de
Staat**

(Ingediend door de heer Anciaux)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Zich aansluitend bij het verzoek van Koning Boudewijn, besloot Koning Albert II op 1 februari 1994 zijn nieuwjaarstoespraak tot de overheden van het land, met de volgende woorden : « In het kader van de pacificatie tussen de gemeenschappen moeten maatregelen bestudeerd worden, die kunnen bijdragen tot de verzoening tussen alle burgers ».

Over deze koninklijke boodschap werden er in de Kamer van volksvertegenwoordigers op 10 februari 1994 verscheidene interpellaties gehouden. De standpunten van de meeste partijen schenen naar elkaar te groeien. Er bleek alleszins meer opening voor een reëel gesprek dan ooit te voren. Het was een hoopvol debat.

In dezelfde zin voor openheid en in het volle respect voor ieders mening, dient het onderhavige wetsvoorstel gelezen te worden.

De hoofdindieners ervan was geen bevoorrechte getuige of medespeler van de tragische oorlogs- en repressieperiode, hij was er ook geen slachtoffer van. Hij was destijds een kind van rustige Vlaamse ouders, gehecht aan volk, land en Koning. Hij herin-

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

et au Roi. Il se rappelle encore la joie qui se manifesta au moment de la libération. Ses parents lui racontèrent combien ils étaient heureux d'être délivrés de la peur des dangers et des cruautés de la guerre. Mais il se rappelle également le choc qu'adolescent, il ressentit lorsqu'il vit la rue, quelques jours après cette libération, s'emparer du glaive de la justice, lorsqu'il fut confronté à cet Etat sans lois qui était né subitement. Il ne pouvait comprendre ni admettre cette terreur inhumaine. Ce pays de la haine ne pouvait être sa patrie.

Telles sont les raisons qui ont motivé le dépôt de la présente proposition de loi, qui s'inscrit dans l'idéal de paix, de justice et de tolérance auquel il faut aspirer, un idéal qui se résume en ces mots : « Plus jamais la guerre ».

*
* *

Prise en considération

Au cours des trente-cinq dernières années, des propositions de loi ont régulièrement été déposées en vue d'amnistier ou de réhabiliter et de rétablir dans leurs droits ceux qui ont été condamnés dans le cadre de la répression et de l'épuration. Elles n'ont été prises en considération qu'à de rares occasions.

Le climat politique semble être quelque peu meilleur aujourd'hui. Serait-il dès lors possible de débattre de mesures concrètes dans cette matière délicate ? Nous osons l'espérer.

Nous insistons en tout cas pour qu'un tel débat ait lieu. Nous croyons sincèrement que les responsables politiques sont capables d'engager un dialogue serein sur les conséquences de faits qui se sont produits il y a un demi-siècle, en particulier si chacun accepte de ne pas prendre pour postulat qu'il a raison sur toute la ligne.

Nous tenons à préciser à cet égard que nous comprenons les réactions émotionnelles de ceux qui ont eu à souffrir des atrocités du régime nazi. La souffrance profonde, voire intolérable, engendrée par les poursuites, les tortures et la terreur affecte sans nul doute encore nombre de victimes ainsi que leur famille et leurs enfants. Nous souhaitons, nous aussi, que les nouvelles générations n'oublient jamais ce qui s'est passé et qu'elles continueront à honorer la mémoire de ceux qui se sont engagés pour défendre la liberté et la démocratie.

Nous demandons cependant avec la même insistance que l'on fasse preuve de compréhension à l'égard de ceux de nos compatriotes qui ont été condamnés ou déchus de leurs droits pour faits de collaboration politique et intellectuelle. La collaboration politique a d'ailleurs connu en Flandre une autre évolution qu'en Wallonie, et ce, pour des raisons historiques qui sont à l'origine du mouvement flamand. Nous demandons également que l'on fasse preuve de compréhension à l'égard des jeunes qui, animés par un idéal religieux, ont combattu le bol-

nert zich nog de vreugde bij de bevrijding. Zijn ouders vertelden hem hoe blij ze waren verlost te zijn van de angst voor de gevaren en wreedheden van de oorlog. Maar hij herinnert zich ook de schok die hij als jonge knaap onderging, toen hij enkele dagen na die bevrijding zag hoe de straat het recht in eigen handen nam, toen hij geconfronteerd werd met de rechteloze Staat die plots ontstond. Hij kon deze onmenselijke terreur begrijpen noch aanvaarden. Dit land van de haat kon zijn vaderland niet zijn.

Vandaar dit wetsvoorstel. Het kadert in het na te streven ideaal van vrede, rechtvaardigheid en verdraagzaamheid. Het ideaal van « nooit meer oorlog ».

*
* *

Inoverwegingneming

De jongste vijfendertig jaar werden er geregeld wetsvoorstellen ingediend met het oog op het verlenen van amnestie of herstel in eer en rechten voor veroordeelden van de repressie en epuratie. Slechts zelden werden ze in overweging genomen.

Het politiek klimaat lijkt vandaag enigszins opgeklard. Zou het thans mogelijk zijn een gesprek te voeren over concrete maatregelen in deze delicate aangelegenheid ? Wij hopen het.

Wij willen er alleszins met aandrang voor pleiten. Wij geloven oprecht dat gezagsdragers de politieke wil kunnen opbrengen rustig met elkaar te praten over de gevolgen van feiten die een halve eeuw geleden gebeurd zijn. Zeker als niemand dit gesprek wil voeren vanuit het eigen « grote gelijk ».

In dit verband willen wij heel duidelijk zeggen dat we de emotionele reacties begrijpen van degenen die geleden hebben onder de gruwel van het Nazi-regime. Dit zware en zelfs ondraaglijke leed ten gevolge van vervolgingen, folteringen en terreur tekent ongetwijfeld nog vele slachtoffers, hun familie en kinderen. Ook wij wensen dat de nieuwe generaties dit nooit zouden vergeten en de inzet van velen voor vrijheid en democratie in ere zullen blijven gedenken.

Evenzeer willen wij echter aandringen op begrip voor de landgenoten die enkel om politieke en intellectuele collaboratie zijn veroordeeld of uit hun rechten onttrokken. De politieke collaboratie kende trouwens, omwille van de historische motieven van de Vlaamse Beweging, een ander verloop in Vlaanderen dan in Wallonië. Wij vragen tevens begrip voor de jonge mensen die, opgeroepen voor een godsdienstig ideaal, tegen het bolsjefisme ten strijde trokken. Geen van beide groepen waren misdadigers. Zij meenden hun volk te dienen. Uit eerlijke overtuiging. Hun

chevisme. Les « collaborateurs » appartenant aux deux groupes précités n'étaient pas des criminels. Ils croyaient servir leur peuple et agissaient par conviction. Leur engagement désintéressé était malheureusement fondé sur de fausses promesses et des idées erronées. Ils étaient naïfs. Leurs attentes ne furent pas non plus satisfaites. L'ennemi restait aussi leur ennemi et n'a fait que les abuser. La collaboration à laquelle les a poussés leur idéalisme a été une erreur, voire une faute. Ces « collaborateurs » furent souvent traités injustement et punis trop sévèrement ou inutilement dans le cadre de la répression et de l'épuration. Des erreurs et des fautes ont également été commises au cours de la répression qui a suivi la guerre. Il est bon que les jeunes générations connaissent l'histoire de leur peuple, y compris les erreurs qu'il a commises, pour pouvoir en tirer les leçons.

C'est de ces condamnés de la répression et de ces victimes de l'épuration qu'il s'agit dans la présente proposition de loi, et non des personnes qui se sont rendues coupables de délation, de trahison ou de meurtre.

La présente proposition de loi ne vise par ailleurs ni à effacer la faute, ni à justifier les fautes ou les erreurs commises. Nous voulons pardonner, tout en sachant que pardonner n'est pas oublier. Après un demi-siècle, nous voulons un débat sur la réconciliation.

Amnistie ou réhabilitation

Le débat qui a eu lieu à la Chambre le 10 février 1994, a montré que certains ne veulent pas entendre prononcer le mot « amnistie ». Il serait moins grave de parler de « réhabilitation ». Plus neutre encore serait la formule « effacement des condamnations ».

Permettez-nous de relativiser ces notions et leurs interprétations.

En néerlandais, la notion de « herstel in eer en rechten » (réhabilitation) semble en effet aller plus loin que celle d'« amnistie ». Si, en principe, l'amnistie a bel et bien effet rétroactif, une éventuelle loi d'amnistie pourrait toutefois englober toutes les modalités et disposer entre autres que les conséquences ne valent que pour l'avenir et même qu'il ne s'agit que d'une mesure à caractère individuel. Juridiquement parlant, ces trois notions n'impliquent aucune gradation et l'on peut aller aussi loin que l'on veut en ce qui concerne les conséquences juridiques de chacune de ces trois mesures.

Quoi qu'il en soit, il n'existe en droit belge aucune tradition en matière d'amnistie. Il n'existe que deux lois, à savoir celle du 19 janvier 1929 et celle du 11 juin 1937, qui accordent l'amnistie pour certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919, mais qui maintiennent certains effets des condamnations prononcées. Ce manque de tradition est dû au fait que, contrairement à la France, nous n'avons pas connu plusieurs guerres coloniales.

onbaatzuchtige inzet was spijtig genoeg gebaseerd op valse beloften en verkeerde voorstellingen. Zij waren naïef. Hun verwachtingen werden ook niet ingelost. De vijand bleef ook hun vijand en heeft hen alleen maar bedrogen. De collaboratie tengevolge van hun idealisme was een vergissing, een fout. Deze « collaborateurs » werden door de repressie en epuratie vaak onrechtmatig behandeld en te hard of onnodig gestraft. Ook in de repressieperiode na de oorlog zijn er fouten en vergissingen gebeurd. Het is voor de nieuwe generaties goed de geschiedenis van hun volk te kennen, inbegrepen de fouten en vergissingen, om er de lessen uit te trekken voor de toekomst.

Het is over deze veroordeelden van de repressie en deze getroffen van de epuratie dat dit wetsvoorstel handelt. Het gaat dus niet om personen die zich schuldig hebben gemaakt aan verklikking, verraad of doodslag.

Met dit wetsvoorstel willen wij overigens de schuld niet wegnemen, evenmin de fouten of vergissingen goedpraten. Wij willen vergeven en wij weten dat vergeven geen vergeten is. We willen een gesprek over verzoening. Na een halve eeuw.

Amnestie of herstel in eer en rechten

Uit het debat in de Kamer op 10 februari 1994 bleek dat « amnestie » bij sommigen als onaanvaardbaar in de oren klinkt. « Eerherstel » zou minder erg zijn. Nog meer neutraal schijnt « het uitwissen van veroordelingen » te zijn.

We zijn zo vrij deze begrippen en interpretaties even te relativiseren.

In het Nederlands schijnt het begrip « herstel in eer en rechten » immers verder te gaan dan « amnestie ». In principe heeft amnestie wel een terugwerkende kracht, maar een eventuele amnestiewet kan alle mogelijke modaliteiten omvatten, ondermeer bepalen dat de gevolgen slechts voor de toekomst gelden en zelfs dat het alleen om een maatregel met een individueel karakter gaat. Juridisch houden de drie begrippen geen gradatie in en kan men met elk van de drie maatregelen zo ver gaan als men wil, wat de juridische gevolgen betreft.

Hoe dan ook, in het Belgisch recht bestaat er geen traditie van amnestie. Er bestaan slechts twee wetten, deze van 19 januari 1929 en deze van 11 juni 1937, waarbij amnestie werd verleend voor sommige tussen 4 augustus 1914 en 4 augustus 1919 gepleegde misdaden en wanbedrijven, maar waarbij bepaalde gevolgen van de veroordelingen behouden blijven. Dit gebrek aan traditie is het gevolg van het feit dat we niet, zoals Frankrijk, een aantal koloniale oorlogen hebben gekend.

On trouve en effet plusieurs lois d'amnistie dans le Code pénal français à partir de 1940. Celle qui a accordé l'amnistie la plus large est sans conteste celle qui a été votée après la guerre d'Algérie. Tous les faits commis pendant cette guerre ont fait l'objet d'une mesure d'amnistie. Les Français vont tellement loin dans leur appréciation, que s'ils parlent bien de « crimes contre l'humanité » lorsqu'il s'agit des Allemands et éventuellement des Serbes, ils ignorent cette notion lorsqu'il s'agit de Français ou même des Algériens, pour ce qui concerne certains actes commis au cours de la guerre d'Algérie. Il existe en outre dans la législation française, quelques dizaines de « petites » lois d'amnistie qui concernent aussi bien la répression que l'épuration, même en rapport avec la guerre d'Indochine. On trouve dans ces lois de très nombreuses variantes de l'amnistie, qui vont de l'octroi automatique de l'amnistie à l'octroi automatique sur demande individuelle, en passant par l'octroi à titre individuel sur demande et après avis favorable.

Dans l'article 1^{er} de la loi française du 6 août 1953 portant amnistie, on peut lire la phrase suivante : « L'amnistie n'est pas une réhabilitation ». On peut en inférer que pour les Français, le mot « amnistie » est psychologiquement plus neutre que le mot « réhabilitation ».

*
* *

Mesures individuelles ou générales

Lors du débat qui a eu lieu à la Chambre le 10 février 1994, on a préconisé à la fois des mesures individuelles et des mesures collectives. Nous nous proposons à présent d'approfondir cette question.

Nous tenons tout d'abord à souligner l'ampleur de la répression et de l'épuration, dont on se convaincra aisément à la lecture des chiffres cités dans le rapport fait par A. Bourgeois, le 14 novembre 1984, au nom du groupe de travail du Conseil flamand chargé d'établir un inventaire des séquelles sociales et humaines encourues par les victimes des lois de répression et d'épuration.

Entre le 18 septembre 1944 et le 31 décembre 1949, les parquets militaires ont ouvert 346 283 dossiers. Outre ces cas d'incivisme proprement dit, 58 784 dossiers ont été ouverts à charge de personnes qui ont travaillé volontairement pour l'ennemi en Belgique ou à l'étranger. A ces chiffres s'ajoutent 43 093 dossiers d'épuration civile, c'est-à-dire des inscriptions sur les listes des auditeurs militaires.

Au total, ce sont 448 160 personnes qui ont été accusées d'incivisme. D'une part, ce total doit être réduit, du fait qu'un certain nombre de personnes inscrites sur les listes d'épuration figurent également parmi les travailleurs volontaires et les inciviques proprement dits. D'autre part, il est également établi qu'en particulier dans les premiers mois qui

Inderdaad in het Frans wetboek van strafrecht kan men vanaf 1940 verscheidene amnestiewetten vinden. De ruimste ervan is ongetwijfeld deze van na de oorlog in Algerije. In verband met deze oorlog zijn immers alle feiten geamnestieerd. De Fransen gaan zo ver in hun beoordeling dat het begrip « misdaden tegen de mensheid » wel gebruikt wordt voor de Duitsers en eventueel wel geldt voor de Serviërs, maar zeker niet voor de Franse. Zelfs niet voor de Algerijnen in de Algerijnse oorlog. Daarnaast zijn er in de Franse wetgeving nog enkele tientallen kleine amnestiewetten, zowel in verband met repressie als met epuratie, ook met betrekking tot Indochina. In deze wetten vindt men heel wat varianten, van zuiver automatische amnestieverlening, over automatische toekenning na individuele aanvraag, tot individuele toekenning na aanvraag en gunstige beoordeling.

In het eerste artikel van de Franse wet van 6 augustus 1953 « portant amnistie » is volgende zin te lezen : « L'amnistie n'est pas une réhabilitation ». Waaruit blijkt dat de Fransen « amnestie » psychologisch neutraler achten dan « eerherstel ».

*
* *

Individuele of algemene maatregelen

Tijdens het debat in de Kamer op 10 februari 1994 werd er zowel voor individuele als voor algemene maatregelen gepleit. We willen dit probleem nader onderzoeken.

Mogen we vooreerst wijzen op de omvang van de repressie en epuratie, die cijfermatig te lezen staat in het verslag dd. 14 november 1984, uitgebracht door de heer A. Bourgeois, namens de werkgroep van de Vlaamse Raad, die belast werd met het opmaken van een inventaris van de sociale en menselijke gevolgen voor de getroffen en van de repressie- en epuratiwetgeving.

Tussen 18 september 1944 en 31 december 1949 werden er 346 283 dossiers geopend door de militaire parketten. Buiten deze gevallen van « eigenlijke incivisme », werden er nog 58 784 dossiers geopend tegen personen die in België of in het buitenland vrijwillig voor de vijand hadden gewerkt. Daarnaast dienen er nog 43 093 dossiers van burgerlijke epuratie te worden vermeld, dit wil zeggen inschrijvingen op de lijsten van de krijgsauditeurs.

Samen betekent dit 448 160 verdachten van incivisme. Het totale aantal dient enerzijds verminderd te worden omdat er een aantal inschrijvingen op de epuratielijsten begrepen is in het aantal vrijwillige arbeiders en eigenlijke incivieken. Anderzijds staat het eveneens vast dat er nog vele personen wederrechtelijk geïnterneerd werden, vooral in de eerste

ont suivi la libération, de nombreuses personnes ont été internées illégalement, sans aucune forme de procès et donc en l'absence de toute condamnation.

Ces statistiques pénales ne comprennent pas les données relatives aux effets des condamnations prononcées lors de la répression et des inscriptions dans les registres d'épuration, par suite desquelles de très nombreuses personnes ont perdu leurs droits civils et ont été déchuës des droits découlant de nombreuses lois particulières.

La majeure partie des dossiers liés à la répression proprement dite ont été classés sans suite ou ont fait l'objet d'un non-lieu. Finalement, quelque 53 000 condamnations ont été prononcées, que l'on peut répartir de la manière suivante en fonction de la sévérité de la peine infligée:

1. Peine de mort :	± 3 000;
2. Détention à perpétuité :	± 2 000;
3. De 15 à 20 ans :	± 3 000;
4. De 10 à 15 ans :	± 3 000;
5. De 5 à 10 ans :	± 10 000;
6. Peine d'emprisonnement de 3 à 5 ans :	± 8 000;
7. Moins de 3 ans :	± 22 500;
8. Autres peines :	± 500.

Lorsqu'on examine ces chiffres aujourd'hui, il faut bien se rendre compte que la prescription est intervenue non seulement pour toutes les actions publiques intentées du chef de délits poursuivis dans le cadre de la répression, mais également pour toutes les peines, tant criminelles que correctionnelles.

Il faut également tenir compte du fait que, par la présente proposition, nous ne demandons pas que des mesures soient prises en faveur des personnes condamnées pour dénonciation, pour collaboration économique ou pour espionnage, mais uniquement en faveur de ceux qui se sont rendus coupables de collaboration intellectuelle ou politique, et des personnes qui, dans la fleur de l'âge, ont répondu à l'appel de ceux qui les exhortaient à aller combattre le bolchevisme. Or, il faut savoir que 15 575 personnes seulement ont été poursuivies pour collaboration intellectuelle ou politique et que, depuis lors, des milliers d'arrêtés de grâce individuelle ont du reste été signés.

Nous voulons par ailleurs attirer l'attention sur l'âge qu'ont aujourd'hui les personnes qui ont été condamnées, si toutefois elles sont encore en vie. Prenons le cas d'un adulte qui avait 21 ans en 1942, c'est-à-dire vers le milieu de la guerre, à un moment où la collaboration avec l'ennemi était devenue sans issue. S'il est encore de ce monde, cet individu doit avoir 73 ans aujourd'hui. Or, abstraction faite de ceux qui étaient encore mineurs à cette époque, il s'agit de la tranche d'âge la plus jeune, à laquelle n'appartiennent certainement pas ceux qui ont joué un rôle dirigeant dans la collaboration intellectuelle et politique. Les dirigeants devaient, quant à eux,

maanden na de bevrijding, zonder enige vorm van proces en dus zonder dat er ooit enige veroordeling volgde.

Deze strafrechtelijke cijfers bevatten niet de gegevens over de gevolgen van de repressie veroordelingen en epuratie-inschrijvingen, waardoor zeer vele personen hun burgerrechten verloren en uitgesloten werden uit het genot van rechten voortvloeiend uit talrijke afzonderlijke wetten.

Het overgrote deel van de eigenlijke repressiedossiers werd zonder gevolg geklasseerd of buiten vervolging gesteld. Uiteindelijk werden er ongeveer 53 000 veroordelingen uitgesproken die volgens de strafmaat kunnen ingedeeld worden :

1. Doodstraf :	± 3 000;
2. Levenslange hechtenis :	± 2 000;
3. Van 15 tot 20 jaar :	± 3 000;
4. Van 10 tot 15 jaar :	± 3 000;
5. Van 5 tot 10 jaar :	± 10 000;
6. Gevangenisstraf van 3 tot 5 jaar :	± 8 000;
7. Minder dan 3 jaar :	± 22 500;
8. Andere straffen :	± 500.

Bij de beoordeling van deze cijfers op dit ogenblik moeten we beseffen dat niet alleen strafvorderingen inzake repressiemisdrijven verjaard zijn, maar tevens alle straffen, zowel de criminele als de correctionele.

We moeten er tevens rekening mee houden dat er in dit wetsvoorstel geen maatregelen gevraagd worden voor de veroordeelden wegens verklipping, economische collaboratie of spionage, maar alleen voor de intellectuele of politieke collaboratie en voor de personen die op jonge leeftijd de oproep hebben beantwoord om het bolsjevisme te bestrijden. Welnu, het is nuttig te weten dat er slechts 15 575 personen vervolgd werden voor intellectuele of politieke collaboratie. Er werden sindsdien overigens duizenden individuele genadebesluiten getekend.

Bovendien willen we toch even blijven stilstaan bij de leeftijd die de eventueel nog overlevende gestraften vandaag bereikt hebben. Laat ons rekenen vanaf 1942, wanneer de oorlogsperiode halfweg is en de collaboratie met de vijand uitzichtloos werd. Wie op dat ogenblik de meerderjarige leeftijd van 21 jaar bereikt had, wordt, bij leven en welzijn, in 1994 73 jaar. Afgezien van de minderjarigen, betreft het hier de jongsten, dus zeker niet degenen die een leidende rol hebben gespeeld in de intellectuele en politieke collaboratie. Deze laatsten zullen wellicht minstens 30 jaar geweest zijn en hebben dus vandaag de gezegende ouderdom van 82 jaar of meer

être âgés d'au moins 30 ans et ont donc atteint aujourd'hui l'âge respectable de 82 ans, ce qui permet de supposer qu'il ne reste guère de survivants.

Lors du débat à la Chambre, d'aucuns ont souligné que seules des mesures individuelles étaient acceptables. Mais un arrêté de grâce répondant à une demande individuelle a-t-il quelque sens ? Eu égard à la prescription, l'octroi d'une grâce individuelle n'aurait plus aucune incidence concrète sur l'exécution des peines. Elle n'aurait d'utilité qu'en ce qui concerne la restitution des droits civils et, partant, le rétablissement de droits découlant de lois spéciales. Mais même sur ce point on peut douter de l'utilité d'une telle mesure, étant donné que les lois précitées ne prévoient généralement pas de révision et que les délais prévus pour d'éventuelles requêtes ont expiré. L'expérience montre que les mesures individuelles n'effacent pas les séquelles sociales de la répression et de l'épuration qui, d'une manière injuste, continuent à peser sur les enfants et les petits-enfants des collaborateurs. Ce sont eux qui sont essentiellement visés par la présente proposition de loi.

Mais il y a plus. La réconciliation et la pacification vont bien au-delà du règlement de certains problèmes matériels. Elles s'inscrivent avant tout dans un esprit de solidarité générale et procèdent d'un souci humaniste de paix et d'harmonie. Elles sont l'expression d'un désir de cohabitation harmonieuse et de construction d'un avenir placé sous le signe de la tolérance.

Tant sur le plan matériel que sur celui des principes, l'appel lancé par le Roi Baudouin et le Roi Albert II implique l'adoption de mesures générales.

*
* *

L'avenir

Ces mesures générales n'effacent pas la faute et n'effacent la sanction qu'en ce qui concerne l'avenir.

Les relations entre les peuples d'Europe et du monde se sont profondément modifiées en un demi-siècle. L'Union politique européenne (UPE) se met progressivement en place et nous sommes de plus en plus des citoyens du monde. L'ennemi d'hier est devenu notre allié le plus puissant. Les deux grands blocs, hier encore rivaux, tendent aujourd'hui à se fondre l'un dans l'autre. De nouveaux défis se présentent à nous. Il faut d'urgence donner corps à cette solidarité européenne indispensable à la mise en place d'une solidarité universelle qui sera l'unique rempart contre l'exploitation, l'oppression et l'effrayante pauvreté de la plus grande partie de l'humanité. Dans le même temps, il appartient à tous les hommes de bonne volonté, qui sont attachés aux libertés démocratiques et qui aspirent à la paix et à la justice, de se serrer les coudes pour faire face à la montée de l'exclusion et de l'intolérance autoritaire.

bereikt. Het aantal overlevenden zal bijgevolg niet erg groot meer zijn.

Tijdens het debat in de Kamer werd door sommigen benadrukt dat alleen individuele kwijtscheldingen aanvaardbaar zijn. Maar heeft een genadebesluit op individuele aanvraag wel zin ? Gezien de verjaring heeft de individuele genadeverlening voor de uitvoering van de straffen geen praktische gevolgen meer. Ze kan alleen nog een nuttig effect hebben betreffende het herstel in burgerrechten en dus ook in verband met het herkrijgen van het genot van rechten die voortvloeien uit bijzondere wetten. Maar zelfs dat effect is twijfelachtig omdat er in deze wetten meestal geen herziening voorzien is en de termijnen voor eventuele aanvraag ervan niet meer open zijn. De ervaring heeft ons geleerd dat individuele maatregelen de sociale gevolgen van de repressie en van de epuratie, die onrechtmatig blijven wegen op de kinderen en kleinkinderen niet wegnemen. En zij vooral vormen de doelgroep die de indieners voor ogen hebben.

Maar er is meer. Verzoening en pacificatie betekenen natuurlijk meer dan materiële noden lenigen. Zij hebben vooral te maken met een algemeen klimaat van samenhangigheid. Zij zijn de resultaten van een humanistisch streven naar vrede en eensgezindheid. Zij zijn de psychologische kenmerken van een wil tot harmonieus met-elkaar-leven en bouwen aan een verdraagzame toekomst.

Om al deze materiële en principiële redenen zijn er algemene maatregelen nodig, indien we werkelijk willen tegemoet komen aan het verzoek van de koningen Boudewijn en Albert II.

*
* *

De toekomst

Deze algemene maatregelen wissen de schuld niet uit en de boete wordt enkel weggeveegd voor de toekomst.

Na een halve eeuw zijn de verhoudingen tussen de volkeren van Europa en de wereld totaal gewijzigd. De Europese Politieke Unie (EPU) is volop in wording en de wereld is meer en meer ons dorp. De vijanden van vroeger zijn onze sterkste bondgenoten. De tegengestelde machtsblokken van gisteren vloeien vandaag in elkaar. Nieuwe uitdagingen stormen op ons af. De Europese solidariteit moet dringend gestalte krijgen. Ze is er broodnodig om een wereldsolidariteit te bouwen als enig verweermiddel tegen de uitbuiting, verdrukking en ontzettende armoede van het overgrote deel van de mensheid. En gelijktijdig moeten alle mensen van goede wil die gehecht zijn aan de democratische vrijheden, die hunkeren naar vrede en rechtvaardigheid, nauw aaneen sluiten om het hoofd te bieden aan het oprukkende geweld van uitsluiting en autoritaire onverdraagzaamheid.

Nous devons tous nous atteler à cette mission nationale et internationale, chacun selon sa spécificité culturelle !

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Les infractions visées sont :

1) les infractions définies à l'article 113, deuxième alinéa, du Code pénal : « le fait d'accomplir sciemment pour l'ennemi des tâches de combat, transport, travail ou surveillance, qui incombent normalement aux armées ennemies ou à leurs services ».

Sont visés ici, ceux qui, mus par un idéal religieux, ont combattu le bolchevisme;

2) les infractions définies à l'article 118*bis* : la collaboration intellectuelle et politique.

Il convient de souligner que les condamnations à des peines criminelles supérieures à vingt ans d'emprisonnement ne peuvent être effacées.

Art. 2

Les condamnés auxquels l'article 619*bis* du Code d'instruction criminelle n'est pas applicable (voir article 1^{er} du dispositif) peuvent être réhabilités à leur demande. Les intéressés ne doivent pas adresser leur demande au procureur du Roi. Le ministre de la Justice peut accorder la réhabilitation.

Art. 3

Les mesures en question visent :

1) pour ce qui est de la déchéance de la nationalité belge : à modifier l'arrêté-loi du 6 mai 1944 et les lois des 30 décembre 1953 et 3 décembre 1964, en vue de restituer la nationalité belge tant aux personnes qui en ont été déchues et, après leur décès, à leurs descendants qu'à leur époux ou épouse non belge.

Cette modification implique la levée de l'interdiction d'entrer et de séjourner dans le pays.

2) pour ce qui est de l'épuration administrative : à prévoir, par une mesure générale, la possibilité de revoir les sanctions disciplinaires de nature administrative.

Il convient de souligner que l'effacement des condamnations prévu à l'article 619*bis* à insérer dans le Code d'instruction criminelle entraîne le rétablissement dans les droits visés à l'article 123*sexies* du Code pénal (droits civils et politiques).

Aan deze nationale en internationale opdracht moeten wij samen deelnemen. Ieder vanuit zijn culturele eigenheid !

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

De bedoelde misdrijven zijn :

1) de misdrijven omschreven in artikel 113, tweede lid van het Strafwetboek : « het wetens vervullen voor de vijand van taken van strijd, vervoer, arbeid of bewaking, die normaal op de vijandelijke legers of hun diensten rust ».

Hiermee wordt beoogd, zij die, opgeroepen voor een godsdienstig ideaal, tegen het bolsjevisme ten strijde trokken;

2) de misdrijven omschreven in artikel 118*bis* : intellectuele en politieke collaboratie.

Nadruk dient te worden gelegd op het feit dat uitwissing van veroordeling niet kan worden verkregen voor veroordelingen tot criminele straffen, die een gevangenisstraf van twintig jaar te boven gaan.

Art. 2

De veroordeelden die niet onder toepassing van artikel 619*bis* van het Wetboek van Strafvordering vallen (zie artikel 1 van het beschikkend gedeelte), kunnen eerherstel bekomen op individuele aanvraag. De betrokkene dient zijn aanvraag niet te richten tot de procureur des Konings. De minister van Justitie kan het eerherstel verlenen.

Art. 3

Bedoelde maatregelen betreffen :

1) inzake verval van de Belgische nationaliteit : wijziging van de besluitwet van 6 mei 1944 en de wetten van 30 december 1953 en 3 december 1964 teneinde zowel de vervallenverklaarden zelf en, na hun overlijden, hun afstammelingen, alsook hun niet-Belgische echtgeno(o)t(e), de Belgische nationaliteit terug te geven.

Deze wijziging brengt met zich mee dat het verbod het land binnen te komen en er te verblijven wordt opgeheven.

2) inzake de administratieve epuratie : de algemene mogelijkheid te openen tot herziening van de administratieve tuchtstraffen.

Er dient op te worden gewezen dat de uitwissing van de veroordelingen, gesteld in het in te voegen artikel 619*bis* van het Wetboek van Strafvordering, voor de toekomst de rechten teruggeeft, bedoeld in artikel 123*sexies* van het Strafwetboek (burgerlijke en politieke rechten).

Cette mesure permet aussi la restitution du droit aux pensions civiles et militaires, aux pensions de réparation et aux rentes de chevrons de front.

Par ailleurs, les condamnations effacées ne pourront plus figurer dans les certificats de bonnes vie et mœurs, les bulletins de renseignements et les extraits du casier judiciaire.

Art. 4.

Pendant la répression, les juridictions répressives militaires et civiles ont fait droit à de nombreuses demandes en réparation au profit de l'Etat belge, souvent sans même en examiner la recevabilité ni le fondement.

Au cours des années qui ont suivi, ces demandes ont été déclarées non fondées par la jurisprudence et la doctrine : l'Etat belge n'apportant en effet pas la preuve d'avoir subi aucun dommage matériel ou moral qui ne puisse être réparé de la manière indiquée, à savoir la condamnation de l'intéressé.

Il n'est pas normal que ceux qui ont eu le malheur de faire l'objet d'une demande en réparation de l'Etat belge avant que ne fût établie la jurisprudence précitée, soient obligés de payer, alors que ceux contre qui une action analogue a été intentée dans la suite échappent à toute condamnation.

Il s'avère en outre que l'exécution de certains jugements se poursuit toujours à l'encontre des descendants et des parents du condamné.

Pour des raisons humanitaires, à l'égard notamment des héritiers, et en raison de la jurisprudence et de la doctrine précitées, qui ont estimé dès 1949 que dans la plupart des cas, l'Etat devait être débouté de sa demande en réparation patrimoniale et extra-patrimoniale, celle-ci étant non fondée, nous proposons d'effacer d'office ces condamnations.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Un article 619*bis*, libellé comme suit, est inséré dans le Code d'instruction criminelle :

« Art. 619*bis*. — Les condamnations à des peines d'emprisonnement correctionnel, à des peines d'emprisonnement criminel ne dépassant pas vingt ans, à

Deze maatregel maakt tevens het herstel mogelijk in burgerlijke en militaire pensioenen, vergoedingspensioenen en frontstreeprenten.

De uitgewiste veroordelingen mogen eveneens niet meer worden vermeld in getuigschriften van goed zedelijk gedrag, inlichtingenbulletins en uittreksels uit het strafregister.

Art. 4

Zowel de militaire strafgerechten als de burgerlijke rechtbanken kenden ten tijde van de repressiejaren vele vorderingen toe tot schadevergoeding tegenover de Belgische Staat. Dikwijls gebeurde dit vrijwel zonder onderzoek van de ontvankelijkheid en gegrondheid ervan.

In de loop der jaren hebben zowel rechtspraak als rechtsleer deze vorderingen ongegrond verklaard : de Belgische Staat bewees immers niet enige materiële of morele schade te hebben geleden, andere dan diegene waarvoor het rechtsherstel op de aangewezen wijze, namelijk door strafrechtelijke veroordeling van de betrokkene, kon geschieden.

Het gaat dan ook niet op dat diegenen die het ongeluk hadden geconfronteerd te worden met een eis tot schadeloosstelling van de Belgische Staat, vooraleer de hierboven bedoelde afwijzende rechtspraak gevestigd was, te verplichten te betalen, terwijl diegenen tegen wie een gelijkaardige vordering tot schadeloosstelling werd ingesteld, na de hierboven bedoelde afwijzende rechtspraak, aan elke veroordeling ontsnapten.

Bovendien blijkt dat er nog altijd dossiers uitgevoerd worden tegen nakomelingen en familieleden van de veroordeelde.

Enerzijds omwille van humanitaire redenen, ook tegenover de erfgenamen, anderzijds omwille van bovenvermelde rechtspraak en rechtsleer, die vanaf 1949 geoordeeld hebben dat in de meeste gevallen de vorderingen van de Staat tot het bekomen van patrimoniale en extra-patrimoniale schadevergoeding als ongegrond verworpen dienden te worden, stellen wij voor deze veroordelingen van rechtswege op te heffen.

V. ANCIAUX

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Een artikel 619*bis*, luidend als volgt, wordt in het Wetboek van Strafvordering ingevoegd :

« Art. 619*bis*. — Veroordelingen tot correctionele gevangenisstraffen, tot criminele gevangenisstraffen van ten hoogste twintig jaar, tot het betalen van een

une peine d'amende et à la confiscation spéciale pour les infractions visées aux articles 113, deuxième alinéa, et 118bis du Code pénal, commises entre le 9 mai 1940 et le 31 décembre 1945, sont effacées, sans préjudice de la réhabilitation dont le condamné aurait bénéficié en application des articles 621 et suivants.

Par peines d'emprisonnement correctionnel et peines d'emprisonnement criminel ne dépassant pas vingt ans, il faut entendre les peines d'emprisonnement telles qu'elles ont été remises en vertu du droit de grâce. »

Art. 2

Un article 621bis, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 621bis. — Par dérogation aux articles 622 et suivants du présent Code, tout condamné à des peines du chef d'infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat, peut, lorsque ces peines ne sont pas susceptibles d'être effacées conformément à l'article 619bis, être réhabilité à sa demande par le ministre de la Justice. »

Art. 3

Sont effacées les déchéances, interdictions, destitutions, suspensions et exclusions prononcées du chef d'une condamnation visée à l'article 619bis du Code d'instruction criminelle ou en application de l'arrêté-loi du 6 mai 1944 sur la déchéance de nationalité, la privation et la suspension de certains droits pour infraction commise en temps de guerre contre la sûreté extérieure de l'Etat, de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'épuration civique et de l'article 123sexies du Code pénal.

Art. 4

Les condamnations au paiement de dommages-intérêts à l'Etat belge prononcées pour infractions commises contre la sûreté extérieure de l'Etat entre le 9 mai 1940 et le 31 décembre 1945 sont effacées d'office.

17 février 1994.

geldboete en tot bijzondere verbeurdverklaring, opgelegd wegens misdrijven, bedoeld in de artikelen 113, tweede lid en 118bis van het Strafwetboek, gepleegd in de periode van 9 mei 1940 tot 31 december 1945, worden uitgewist, onverminderd het herstel in eer en rechten dat de veroordeelde zou hebben bekomen bij toepassing van artikel 621 en volgende van dit Wetboek.

Met correctionele gevangenisstraffen en criminele gevangenisstraffen van ten hoogste twintig jaar, worden de gevangenisstraffen bedoeld zoals deze werden herleid bij genademaatregel. »

Art. 2

Een artikel 621bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

« Art. 621bis. — Iedere veroordeelde tot straffen wegens misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, die niet kunnen worden uitgewist overeenkomstig artikel 619bis, wordt, in afwijking van artikel 622 en volgende van dit Wetboek, in eer en rechten hersteld door de minister van Justitie op aanvraag van de betrokkene. »

Art. 3

De vervallenverklaringen, ontzettingen, afzettinnen, schorsingen en uitsluitingen, die het gevolg zijn van een veroordeling bedoeld in artikel 619bis van het Wetboek van Strafvordering, of opgelegd bij toepassing van de besluitwet van 6 mei 1944 op het verval van nationaliteit, het verlies en de opschorting van zekere rechten wegens in tijd van oorlog tegen de uitwendige veiligheid van de Staat bedreven misdrijf, de besluitwet van 19 september 1945 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, en artikel 123sexies van het Strafwetboek, worden opgeheven.

Art. 4

De veroordelingen tot schadevergoeding tegenover de Belgische Staat, toegekend wegens misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat gepleegd in de periode van 9 mei 1940 tot 31 december 1945, vervallen van rechtswege.

17 februari 1994.

V. ANCIAUX
J. CAUDRON
H. LAUWERS
H. OLAERTS
J. SAUWENS
P. VAN GREMBERGEN
E. VAN VAERENBERGH